

**sibilité des bourgeoisies européennes à réaliser la même opération.**

c) Depuis 1945, l'économie française n'a connu que des récessions moins marquées que les récessions allemande et américaine. De plus, toute récession en France était atténuée par la non-synchronisation des cycles des diverses économies. Aujourd'hui, la situation est partiellement modifiée. A la dépendance structurelle à l'égard de l'économie de la R.F.A. vient s'ajouter la synchronisation croissante des cycles dans les deux pays.

La R.F.A. est entrée depuis début 1974 dans une phase de récession qui s'annonce déjà comme étant la plus profonde et la plus longue de l'après-guerre. La bourgeoisie allemande a pu imposer à sa classe ouvrière une forte augmentation du chômage et la stagnation du pouvoir d'achat. Ceci lui permet de limiter l'inflation et de restructurer son appareil productif avant d'entreprendre une politique de relance.

En France, la longue phase d'expansion depuis 1968 est maintenant terminée (ralentissement de la production et des investissements). De plus, le gouvernement qui avait évité jusqu'à ces derniers mois d'imposer une politique de stabilisation n'a pu continuer à échapper à cette nécessité : d'une part, la hausse des prix est plus rapide en France qu'en R.F.A. et aux U.S.A. et d'autre part, à cause de l'augmentation des prix du pétrole, la balance commerciale est devenue fortement déficitaire. Pour maintenir sa capacité concurrentielle et augmenter ses exportations, la bourgeoisie française doit ralentir la hausse des prix et **faire pression** sur les salaires de façon à diminuer la consommation intérieure. Cette politique ne fait qu'aggraver les effets combinés de la récession en France et dans les autres pays impérialistes, ce qui se traduit par une forte poussée du chômage.

L'ensemble de ces éléments concourt à faire de la récession qui commence en France la plus longue (au moins jusqu'à fin 1975) et la plus profonde depuis 1945 ; de plus, elle affectera la quasi-totalité des secteurs industriels.

**2.**

**La grève générale de mai-juin 1968 a jeté une lumière crue sur l'ampleur et la profondeur des transformations sociales en œuvre depuis la seconde guerre mondiale.** Cette période a été marquée dans les pays capitalistes d'Europe occidentale par un fort taux de croissance économique, une accumulation et une centralisation accélérées du capital ; le taux d'investissement des entreprises françaises qui dépassait à peine 10 % dans la première moitié du siècle, a atteint 26 % en 1965 et 29 % en 1971. **Il en est résulté un renouvellement et un rajeunissement massifs de la classe ouvrière** dont les rangs, contrairement aux estimations superficielles, se sont grossis entre 1954 et 1968 de 1,5 million de nouveaux prolétaires.

Ce processus a notamment provoqué des phénomènes aussi importants que **la rapide croissance du salariat féminin et la salarisation de plus en plus large du travail intellectuel.** Au sein du prolétariat, la division du travail s'est modifiée, avec le développement d'un côté des tâches hautement qualifiées, et la généralisation de l'autre du travail parcellaire et répétitif, la déqualification massive de la force de travail. Ainsi, les catégories d'ouvriers qualifiés, sauf dans la chimie, sont en déclin relatif, alors que les O.S. représentent désormais plus du tiers de la classe ouvrière. Cette transformation s'est accompagnée d'un appel de plus en plus systématique à **une main-d'œuvre immigrée, licenciée à merci, soumise à un**

contrôle policier, peu coûteuse en charges sociales, et en conséquence présumée plus docile.

Enfin, il en est résulté également une extension générale du travail salarié et un fort développement des secteurs non productifs ou indirectement productifs du prolétariat. Ce phénomène est particulièrement sensible dans les secteurs commerciaux, bancaires, des assurances. Ces travailleurs y sont exploités au même titre que les travailleurs productifs. Ils ont donc un intérêt objectif au renversement des rapports de production capitalistes. Leur rôle sera même décisif dans la paralysie du système. Mais, de par leur place et leur fonction dans les rapports de production, ils ne sont pas dans des places fortes du capital, là où se concentrent les créations de valeur. Parce qu'ils entrent dans la lutte des classes de façon différenciée, ils ne peuvent pas développer leur prise de conscience sans tenir compte de l'existence, de l'expérience syndicale et politique, de la concentration et du travail même d'une catégorie spécifique : celle des travailleurs productifs. Eux seuls se placent là où s'enracinent les rapports de production capitalistes. Cette distinction théorique entre productifs et non productifs, n'est donc pas sans conséquence. Elle donne plus de valeur à la politique d'alliance du prolétariat pour dénouer la crise révolutionnaire et jeter les bases d'un mode de production nouveau : les expériences de démocratie ouvrière, contrôle ouvrier, grève active prendront une dynamique propre dans les centres productifs de l'industrie. Elles seront la condition de l'hégémonie du prolétariat dans les alliances nouées dans des structures territoriales de double pouvoir, avec de larges secteurs sociaux, notamment les fractions de la petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle.

**3.**

Parallèlement, **la petite bourgeoisie traditionnelle** (petits commerçants, petits paysans propriétaires) qui, de la Révolution française à la Libération en passant par la Commune, s'est comportée en alliée fidèle de la bourgeoisie et en pilier de sa société, **a perdu de son poids et de son unité.**

La place de la paysannerie dans la population active a fondu depuis 1946. Tandis que le capitalisme pénètre plus avant dans l'agriculture, une partie importante de la petite paysannerie, endettée, soumise aux conditions des trusts agro-alimentaires, connaît **une tendance à la prolétarianisation à domicile.** Il en résulte une modification de sa conscience et de ses formes de lutte, au point qu'une avant-garde paysanne se définit comme paysans-travailleurs et lie explicitement son combat à celui de la classe ouvrière.

Face à la nécessité pour le grand capital de réagir à la chute tendancielle de son taux de profit par l'accélération de la rotation du capital, la boutique survit de plus en plus mal, écrasée par la concurrence des super et des hyper marchés. Loïn de jeter la petite bourgeoisie commerçante aux côtés du prolétariat, cette menace l'a plutôt rendu réceptive aux sirènes conservatrices et réactionnaires, des rages du CID-UNATI aux croisades fascistes de Royer.

En revanche, l'essor du capitalisme industriel, le rythme accéléré de l'innovation technologique, la multiplication des tâches de gestion, ont suscité le développement de catégories professionnelles que les statistiques officielles regroupent confusément dans la catégorie des ingénieurs-techniciens et cadres. Parmi les deux millions de salariés que groupe cette catégorie, une partie n'est en fait qu'une fraction de gros actionnaires ou de grands commis de la bourgeoisie,